

# ROSA news

RÉSEAU OPÉRATIONNEL DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



Récolte de riz. Photo : Christophe Mason

## New look ROSA news

Juliet 2015 voit le lancement du Numéro 48 de *ROSA Newsletter* sous le titre *ROSA News* en Anglais et en Français. Cette parution renouvelée en 2015, Année Européenne pour le Développement, témoigne de l'engagement constant de l'UE autour des enjeux de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'agriculture durable. Ce Numéro 48 propose un article *Zoom* approfondi sur le thème de la cohérence des politiques pour le développement dans le contexte du Programme de Développement pour l'après-2015 ; ainsi que des articles sur les Journées Européennes du Développement des 03-04 Juin et sur l'Exposition Milano 2015 « Nourrir la planète : Energie pour la vie » ouverte jusqu'à fin Octobre 2015. A ces articles s'ajoutent des informations sur les événements passés et à venir et présentations synthétiques de nouvelles ressources pertinentes pour le secteur.

*Rosa News* est une publication du réseau ROSA. Pour la recevoir, nous vous invitons à rejoindre le réseau ROSA en suivant le lien figurant en bas de cette page. Depuis Juillet 2015, ROSA est devenu le réseau en ligne dédié à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'agriculture durable et le développement rural, élargissant ainsi son optique initiale centrée sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le format de cette newsletter a évolué afin de mieux répondre aux attentes des lecteurs en ligne grâce à des liens interactifs. Elle est produite par Sarah Cummings et Paolo Sarfatti d'*Integrated Support Service-Food and Nutrition Security and Sustainable Agriculture* (ISS-FANSSA – Email : [EuropeAid-FANSSA@ec.europa.eu](mailto:EuropeAid-FANSSA@ec.europa.eu)). N'hésitez pas à faire parvenir vos commentaires au groupe ROSA sur Capacity4dev ou à l'équipe ISS-FANSSA par e-mail.

Bonne lecture !

### DANS CE NUMERO

02

**Article Zoom:** L'enjeu de la cohérence des politiques pour le développement dans le Programme de développement pour l'après-2015

08

**Actualités sur les événements en cours:** Sécurité alimentaire, nutrition et agriculture durable lors des Journées Européennes pour le Développement

10

**Dernières Actualités CE:** Expo Universelle 2015 - Nourrir la planète : énergie pour la vie

11-12

**Événements passés et à venir**

13

**Nouvelles ressources en ligne**

15

**Ressources externes et blogs**

Pour vous abonner à cette newsletter, inscrivez-vous sur [Capacity4Dev](#) et rejoignez le groupe [ROSA](#) sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'agriculture durable.



# La cohérence des politiques pour le développement

DANS LE CONTEXTE DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS-2015

Répondre à des défis globaux tels que la sécurité alimentaire et nutritionnelle suppose que les politiques de développement et soient capables de faire émerger des synergies avec d'autres politiques et que ces politiques nuisent pas à leur efficacité respective. Cette approche est connue sous le nom de « cohérence des politiques pour le développement », abrégé en CPD. Notre article *Zoom* s'appuie sur un entretien avec l'un des décideurs politiques de haut niveau de l'ONU, axé sur le statut de la CPD au sein des négociations entourant les Objectifs de Développement Durables (ODD) qui encadreront le Programme de Développement pour l'après-2015 et remplaceront les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) de la période 2005-2015. L'Encadré 1 propose un aperçu des ODD sous leur version en cours de négociation et l'Encadré 2 précise les grandes lignes de l'approche actuelle de l'UE envers la CPD.

Bien que le concept affiche de faux airs de question rébarbative et secondaire<sup>1</sup>, il est pourtant essentiel de s'assurer que les autres politiques internes et externes de l'UE n'ont pas d'effets néfastes sous-jacents : à savoir qu'elles ne sapent pas les efforts de coopération et ne défavorisent pas les pays en développement. Dans un article de presse publié en Juin 2015, la CPD était citée comme l'un des dix domaines clés à travers lesquels l'UE pourrait contribuer à combattre les causes structurelles de la pauvreté en « construisant des mécanismes solides permettant de mesurer la cohérence des politiques pour le développement »<sup>2</sup>. La CPD a également été décrite comme « la nouvelle règle d'or pour une coopération internationale efficace<sup>3</sup> ».



## La cohérence des politiques pour le développement (CPD) dans le Programme de Développement pour l'après-2015

Le Dr Diana Alarcón, actuellement Economiste de haut niveau P-5 au Département des Affaires Economiques et Sociales (DAES) de l'ONU et Conseiller Spécial auprès du Sous-Secrétaire Général au Développement Economique, a participé au processus intergouvernemental de définition du Programme de Développement de l'après-2015. Le DAES de l'ONU fournit l'appui de son Secrétariat simultanément au processus intergouvernemental de définition du Programme de Développement post-2015, avec une conférence prévue en Septembre 2015, et à la Troisième Conférence sur le Financement du Développement planifiée en Juillet 2015.

Le Dr Alarcón envisage les ODD comme « un agenda universel qui transformera la pratique du développement ». Tout programme de développement durable comporte des enjeux de cohérence des politiques à tous les niveaux : mondial, régional et national. La conception actuelle du développement durable lui prête en effet trois dimensions – économique, sociale et environnementale – dans lesquelles les progrès réalisés doivent être simultanés et équilibrés. Cette vision fait de la cohérence des politiques un pilier fondamental du nouvel agenda de développement. Au début des années 1980 et 1990, le développement était envisagé dans une perspective purement économique, en vertu de la conviction du rôle moteur de la croissance selon laquelle les retombées de la croissance économique devaient se transformer en progrès sociaux tangibles pour la population. Au cours des années 1990, on assista à une prise de conscience progressive du fait que les avancées sociales ne sont pas une répercussion systématique de la croissance économique. En réponse à cela, les OMD ont fait apparaître des objectifs explicites dans les domaines qui comptent aux yeux des populations : la santé, l'éducation, et la parité, entre autres. Dans le cadre du Programme au-delà de 2015, le concept de développement a été élargi afin d'intégrer la durabilité environnementale. Selon le nouvel agenda, la cohérence des dimensions économique, sociale et environnementale et des politiques associées est un impératif.

L'avant-projet du document final des ODD est actuellement au stade de délibération, qui doit être validé lors du Sommet de Septembre. Selon le Dr Alarcón, la version préparatoire actuelle

constitue « une bonne base politique » cristallisant le consensus issu des précédentes négociations autour de la formulation des ODD et dessinant une vision claire pour un futur programme de transformations ambitieuses. Les ODD tels que définis dans ce document restent très proches de la proposition du Groupe de Travail Ouvert de l'Assemblée Générale de l'ONU, mandaté pour en élaborer la version préparatoire initiale. Leur adoption des ODD semble en bonne voie, avec éventuellement quelques modifications mineures venant les clarifier.

## Objectifs liés à la cohérence des politiques pour le développement

Actuellement, deux objectifs de l'ODD 17 sont spécifiquement liés à la cohérence des politiques dans le cadre d'enjeux « systémiques », à savoir le 17.13 « Renforcer la stabilité macroéconomique mondiale, y compris par la coordination et cohérence des politiques » et 17.14 « Renforcer la cohérence des politiques pour un développement durable ». Quoiqu'il ne s'agisse là que de deux objectifs faisant explicitement référence à la cohérence des politiques, le Dr Alarcón défend l'idée que cet enjeu constitue le fondement des ODD : « En l'absence d'un haut degré de cohérence des politiques, les progrès ambitieux seraient compromis ».

La thématique de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de l'agriculture durable montre le rôle incontournable de la cohérence des politiques pour atteindre les ODD, comme le souligne le Dr Alarcón : « Avec une carte sous les yeux, on comprend facilement que les problèmes de sécurité alimentaire se concentrent dans les pays pauvres, les zones rurales et petites bourgades, et parmi les propriétaires de petites parcelles. Pour s'attaquer au cœur du problème, il faudrait augmenter la production agricole locale et diversifier le régime alimentaire des populations rurales, ainsi que des habitants des petites villes et des quartiers marginalisés des grandes agglomérations. L'enjeu de la sécurité alimentaire exige un large faisceau d'interventions, y compris le déploiement d'innovations technologiques permettant d'augmenter la production et productivité des petits agriculteurs. Ceux-ci ont besoin d'accéder au crédit, à la technologie et aux innovations, et de jouir de droits stables et durables sur leur terre et l'eau. Le soutien à la production passe aussi par les infrastructures. Les agriculteurs manquent également d'un système d'assurance les protégeant en cas de mauvaise récolte. Les pays développés ont



## Encadré 1: Objectifs pour le Développement Durable

01	Vaincre la pauvreté sous toutes ses formes et en tous lieux
02	Éradiquer la faim, garantir la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et encourager l'agriculture durable
03	Améliorer la santé et le bien-être de tous à tous âges
04	Assurer une éducation inclusive et équitable et généraliser l'accès à des opportunités de formation continue
05	Assurer l'égalité des sexes et promouvoir l'autonomisation des femmes et des filles
06	Assurer à tous l'accès à des systèmes d'adduction d'eau potable et d'assainissement gérés durablement
07	Garantir à tous un accès à une forme d'énergie abordable, fiable, durable et moderne
08	Promouvoir une croissance économique soutenue, inclusive et durable, le plein emploi et l'accès universel à un travail productif et décent
09	Construire des infrastructures résilientes, promouvoir une industrialisation inclusive et durable et encourager l'innovation
10	Réduire les inégalités entre pays et au sein de chaque pays
11	Rendre les villes et zones d'implantation humaine inclusives, sûres, résilientes et durables
12	Etablir des modes de production et de consommation durables
13	Prendre des mesures urgentes face au changement climatique et à ses conséquences
14	Préserver et gérer durablement les océans, mers et ressources halieutiques dans le cadre du développement durable
15	Protéger, restaurer et promouvoir l'utilisation durable des écosystèmes terrestres, gérer durablement les forêts, combattre la désertification, enrayer et inverser la dégradation des sols et la perte de biodiversité
16	Promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives dans le cadre du développement durable, garantir à tous l'accès à la justice et établir des institutions efficaces, inclusives et responsables à tous les niveaux
17	Renforcer les moyens de mise en oeuvre et revitaliser le partenariat mondial pour un développement durable





Fermier tamisant du riz, Phoukhouth. Photo: F. Tivet.

**« Je suis enthousiaste à propos du Programme de développement pour l'après-2015. Certains ont critiqué son grand nombre d'objectifs. C'est compréhensible. Mais le nouveau programme offre un fondement et une opportunité à l'émergence d'une réflexion sérieuse sur les défis actuels en termes de développement mondial, et à l'instauration d'un ensemble structuré de politiques pour y répondre. » (Dr Diana Alarcón)**

un rôle à jouer en termes de facilitation de l'accès à la technologie et de réduction des obstacles au commerce, afin de favoriser l'accès aux marchés des petits producteurs à des prix raisonnables. Comme vous le voyez, l'amélioration de la sécurité alimentaire dans un sens compatible avec une agriculture durable est un vaste programme. Il nécessitera des interventions gouvernementales et privées, soutenues au niveau économique mondial. Tout cela est une question de cohérence des politiques. Les politiques déployées sur l'ensemble de la scène doivent converger pour améliorer la productivité des petits exploitants et encourager une agriculture durable. En l'absence de coordination, de cohérence et de complémentarité, il serait difficile de concilier tous ces objectifs ». La sécurité alimentaire et nutritionnelle étant liée par à des domaines stratégiques extrêmement variés, le Dr Alarcón prône la nécessité d'adopter l'approche d'une chaîne de politiques plutôt que des interventions isolées : seules les interactions des différentes politiques pourront faire la différence.

Après l'adoption des ODD en Septembre, la Commission Statistiques de l'ONU proposera des objectifs de suivi d'ici Mars 2016. Sans remettre en cause l'importance d'identifier des indicateurs pertinents afin de suivre les progrès, le Dr Alarcón considère que les ODD représentent une approche stratégique imposant un processus politique intégré et cohérent ; or le suivi d'un tel processus est extrêmement complexe. Selon elle, les indicateurs en eux-mêmes seront insuffisants ; la volonté politique et le leadership seront déterminants pour

répondre à l'enjeu de la cohérence des politiques au-delà de 2015.

### Evolutions attendues

Les défis restants sont encore nombreux, selon le Dr Alarcón. Après l'adoption du nouveau Programme de développement en Septembre 2015, la tâche la plus ardue résidera dans la mise en œuvre, avec deux problématiques clé. Tout d'abord, celle de la transcription du cadre global au niveau national et les implications de ce processus sur la cohérence des politiques. Deuxièmement, celle du renforcement de la cohérence des politiques au niveau mondial. La situation économique mondiale démontre la nécessité d'une meilleure cohérence des politiques et d'actions globales, ainsi que les difficultés de cette voie. Les gouvernements nationaux se sont engagés dans un processus de deux ans visant à élaborer les ODD. Lorsque ces engagements généraux seront adoptés en Septembre 2015, les gouvernements devront se recentrer sur le niveau national pour concevoir les changements à ce niveau : « Chaque Etat membre de l'ONU devra transcrire le Programme global en un agenda de développement de niveau national ».

Le Dr Alarcón conclut ainsi : « Je suis enthousiaste à propos du Programme de développement pour l'après-2015. Certains ont critiqué son grand nombre d'objectifs. C'est compréhensible. Mais le nouveau programme offre un fondement et une opportunité à l'émergence d'une réflexion sérieuse sur les défis actuels en termes de développement mondial, et à l'instauration d'un ensemble structuré de

« Le nouveau Programme offre l'opportunité de revisiter les anciens concepts de développement et construire des politiques cohérentes en réponse aux défis quotidiens des populations pauvres, dans une vision à la fois sociale, économique et environnementale. » (Dr Diana Alarcón)

politiques pour y répondre. Par exemple, les OMD définissaient généralement la pauvreté comme le fait de vivre avec moins d'1,25 \$ US par jour. Mais si vous demandez à une personne démunie ce que signifie la pauvreté pour elle, elle ne vous répondra jamais "je vis avec moins d'un dollars par jour". Elle vous dira : "je ne peux pas aller à l'hôpital, je ne peux pas envoyer mes enfants à l'école, je ne peux pas aller vendre mes récoltes au marché à cause de l'état des routes, je n'ai pas assez à manger et ma maison est trop fragile pour me protéger des intempéries". La pauvreté comporte de multiples facettes autres que le revenu. L'accès à la sécurité sociale, aux ressources naturelles et à un revenu raisonnable sont autant de facettes du développement. Le nouveau Programme offre l'opportunité de revisiter les anciens concepts de développement et construire des politiques cohérentes en réponse aux défis quotidiens des populations pauvres, dans une vision à la fois sociale, économique et environnementale. Il en résulte une conception plus nuancée et cohérente du développement, qui exige à son tour davantage de cohérence et de complémentarité des politiques ».

## Conclusions

La portée des ODD tels qu'ils émergent dans le débat international et la complexité des défis globaux vont accentuer l'importance de la CPD. Celle-ci devra évoluer bien au-delà d'un modèle de l'innocuité afin d'impliquer les principales parties prenantes et d'identifier des synergies entre différents objectifs économiques, sociaux et environnementaux. La CPD doit prendre une forme plus dynamique et ne peut plus se contenter d'une évaluation ponctuelle à un moment donné. Les efforts en la matière doivent aller dans un sens encourageant la recherche de « synergies entre les politiques » plutôt que le seul principe de l'innocuité. Dans tous les cas, des interventions menées isolément ne pourront aboutir aux résultats espérés. Selon le Centre Européen pour

la Gestion des Politiques de Développement (*European Centre for Development Policy Management, ECDPM*), un think tank à l'origine de recherches considérables sur le thème de la CPD, un programme CPD efficace pour la sécurité alimentaire nécessitera des interventions combinées à plusieurs niveaux, initiées tant par les pays développés que les économies émergentes, ainsi qu'une action aux niveaux mondial et national dans les pays en développement.

Au moment où la CPD est de plus en plus intégrée à la source des ODD, un grand nombre de défis restent à surmonter. Selon l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), la terminologie mériterait d'être affinée en substituant *Cohérence des Politiques pour le Développement Durable* (CPDD) à la terminologie actuelle CPD. L'organisation se dit préoccupée par le risque que l'enjeu de la CPDD se trouve marginalisé en l'absence d'objectifs clairs et mesurables.

## Sources

[Ensuring the EU's development and agricultural policies evolve together, Janvier 2015 →](#)

[Policy coherence for development page, site web Europa →](#)

[2013 Biennial EU Report on Policy Coherence for Development →](#)

[EU policy coherence for food security: aligning parallel agendas, ECDPM Discussion Paper, Octobre 2013 →](#)

[Policy coherence for sustainable development in the SDG framework: shaping targets and monitoring progress →](#)

[10 ways the EU can play a leading role in development →](#)

[The road to dignity by 2030: ending poverty, transforming all lives and protecting the planet: rapport synthétique du Secrétaire Général →](#)



## Encadré 2: Cohérence des Politiques pour le Développement : l'approche européenne

**L**a Cohérence des Politiques pour le Développement (CPD) constitue pour la Commission Européenne une thématique prioritaire, à travers laquelle l'UE cherche à intégrer ses objectifs de développement à l'ensemble de ses politiques susceptibles d'affecter les pays en développement. La promotion de la CPD vise à éviter les contradictions et construire des synergies entre différentes politiques européennes au bénéfice des pays en développement, en renforçant l'efficacité de la coopération pour le développement. Initialement intégrée à la législation européenne fondamentale dès 1992 (Traité de Maastricht), la PCD s'est vue consolidée par le Traité de Lisbonne (Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne, TFUE, Art. 208), faisant de l'UE un pionnier sur la scène internationale dans ce domaine.

Cette posture juridique est appuyée par un engagement politique manifeste à travers le Consensus Européen sur le Développement de 2005, et l'accord interinstitutionnel sur la coopération pour le développement ratifié par la Commission, le Parlement Européen et le Conseil. Un rapport UE biennal sur la CPD, publié depuis 2007 et dont la dernière parution remonte à 2013, analyse les problématiques transversales en relation avec cinq défis mondiaux, dont fait partie la Sécurité Alimentaire, aux côtés des thématiques Commerce et Finance, Changement Climatique, Migrations et Sécurité.

L'UE a apporté de remarquables retouches à ses politiques agricole et de pêche dans un sens plus favorable au développement. La Politique Agricole Commune (PAC) s'oriente progressivement davantage vers le développement. Au terme de réformes

successives, elle apporte désormais un soutien aux exploitants agricoles européens et aux communautés rurales sans fausser le jeu des marchés et du commerce. En 2014, une réforme de grande ampleur de la Politique Commune de Pêche a été menée afin d'assurer à l'avenir au niveau mondial la durabilité des stocks de poissons et des revenus décentes aux communautés vivant de la pêche. Dans une perspective économique, les Accords de Partenariat Economique - accords de libre-échange - permettent aux pays partenaires de protéger de la libéralisation certains produits agricoles sensibles. L'UE fait également office de pionnier en offrant un accès à ses marchés libre de droits et quotas à tous les biens en provenance des pays les moins développés, à l'exception des armes et munitions.

La Commission a poursuivi la consolidation des procédures, instruments et mécanismes CPD à tous niveaux et à travers l'ensemble des services. Cette démarche inclut une série d'outils encourageant la cohérence des politiques et permettant d'évaluer les conséquences potentielles de futures initiatives européennes dès les premiers stades de leur élaboration - à travers par exemple la révision des Lignes Directrices de l'Evaluation d'Impact. Par ailleurs, de nouvelles méthodes de travail mises en place par la Commission, telles que les regroupements par domaine de compétence sous la direction de Vice-Présidents, favorisent la conception de politiques transversales. La Commission a également pris des mesures visant à assurer de la part des Délégations Européennes un suivi et reporting régulier sur la CPD afin d'obtenir un retour sur l'impact des politiques européennes plus générales sur les pays partenaires.

# Sécurité alimentaire, nutrition et agriculture durable à l'occasion des Journées Européennes pour le Développement

**L**a sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture ont constitué un des thèmes centraux des Journées Européennes pour le Développement qui se sont déroulées à Bruxelles (Belgique) les 03-04 Juin 2015. Ces Journées représentent l'événement phare de l'Année Européenne pour le Développement sous le mot d'ordre « Notre dignité, notre monde, notre avenir ». Les Journées Européennes pour le Développement sont le principal forum européen de développement et de coopération internationale et ont rassemblé cette année environ 6 000 participants issus de 140 pays afin de discuter de solutions concrètes à certains des enjeux planétaires les plus pressants. Neven Mimica, Commissaire Européen en charge de la Coopération Internationale et du Développement, voit en ces Journées « une chance pour l'UE de peser sur l'étape cruciale que représente le Programme pour le développement de 2015 ».

## Nutrition

Le premier jour, un événement spécial consacré à la nutrition s'est tenu sous l'égide du Commissaire Mimica avec la participation de Melinda Gates, de la Fondation Bill et Melinda Gates. Cet événement a marqué le départ officiel d'un partenariat majeur entre la Fondation et l'UE, associé à un nouveau financement destiné à répondre aux défis de la sous-nutrition. Le Commissaire Mimica a confirmé l'engagement de l'UE en termes d'appui aux pays partenaires afin de réduire de sept millions d'ici à 2025 le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance, l'un des symptômes de la sous-nutrition chronique. L'UE progresse dans la mise en œuvre de cet engagement et a annoncé un financement de 23,5 millions d'euros pour une initiative innovante : les Plateformes Nationales d'Informations Nutritionnelles (PNIN). La Fondation Bill et Melinda Gates et l'UE conjuguent leurs forces pour assurer le succès de la mise en œuvre de ces plateformes et améliorer les principes de responsabilité et gouvernance dans le domaine de la nutrition. Un financement de 6,4 millions de GBP du *Department for International Development (DFID)* britannique y est également associé. Les PNIN seront initialement déployées au Bangladesh, Burundi, Éthiopie, Kenya, Laos et Niger, avant d'être élargies à d'autres pays vraisemblablement à partir de 2016. Ces plateformes sont perçues comme un outil essentiel de soutien aux pays avec un fort taux de retard de croissance parmi la population infantile pour analyser les données nutritionnelles et concevoir des politiques nutritionnelles efficaces.

Ayant rappelé que 2015 marque l'année la plus significative de toute une génération pour le développement international, Melinda Gates a souligné l'importance particulière du leadership européen au cours des prochains mois.

« Nous avons réalisé d'énormes progrès dans la voie de l'Objectif de Développement du Millénaire visant à éradiquer la pauvreté et la faim d'ici à 2015. Mais nous ne pouvons pas relâcher nos efforts avant que chaque enfant ne soit convenablement nourri. C'est pourquoi l'UE s'est engagée à financer à hauteur de 3,5 milliards d'euros des actions d'amélioration de la nutrition d'ici à 2020. » (Commissaire Mimica)

## Sécurité alimentaire signifie sécurité mondiale

Illustrant l'importance de la thématique Sécurité Alimentaire et Agriculture Durable lors des Journées du Développement, un débat de haut niveau intitulé « Nourrir la planète ensemble » a été organisé par DG DEVCO et modéré par la présentatrice Anya Sitaram. On comptait parmi ses membres un représentant du Ministère de l'agriculture de Côte d'Ivoire ainsi que des décideurs politiques du Programme Alimentaire Mondial (PAM), le CIRAD français (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) et la Direction Générale pour l'Agriculture et le Développement Rural (DG AGRI). Le Commissaire Européen à l'Agriculture et Développement Rural, Phil Hogan, a prononcé un discours au cours du débat. Un consensus s'est dégagé parmi les membres pour défendre l'idée qu'un monde où 800 millions de personnes souffrent de la faim ne peut être considéré comme sûr et que la sécurité alimentaire constitue le fondement de la sécurité mondiale. A l'heure actuelle, 60 pays ont désigné la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'agriculture durable comme domaines d'intervention clés pour leur développement.

Au cours de la rencontre, les intervenants ont indiqué que l'enjeu de la sécurité alimentaire ne se résume pas à une augmentation de la production et que l'Afrique n'a pas besoin d'une Révolution Verte, mais d'une révolution globale des modes de production, basée sur une agriculture intelligente et durable. Dans les pays en développement, l'agriculture devrait permettre d'employer les millions de jeunes qui vont entrer sur le marché du travail au cours des prochaines décennies tout en protégeant l'environnement.

[Plus d'informations ici →](#)



### Le rôle du secteur privé

Lors de la session parallèle « Chaînes de valeurs pour valeur ajoutée : partenariats multi-acteurs pour renforcer la productivité agricole », le public a pu prendre connaissance de la façon dont l'UE travaille avec le secteur privé pour le développement agricole, de façon toutefois prudente en raison de l'impact potentiel sur des milliers de vies humaines. Les intervenants ont mis en évidence le fossé existant entre le secteur privé et les agriculteurs, particulièrement en termes d'accès à la technologie et au financement. De nombreux petits agriculteurs et même des coopératives se trouvent exclus de toute possibilité de financement pour des raisons variées : l'absence d'un historique financier crédible, l'illettrisme tant pour lire/écrire que compter, ou les difficultés de nombreuses banques à comprendre le secteur agricole. Le secteur public peut contribuer à combler ce fossé par des actions de prêts pour l'octroi de crédits et de renforcement de capacités. A titre d'exemple, le Secrétariat ACP collabore avec les banques régionales de développement pour mettre en œuvre des mécanismes incitant les institutions financières locales à proposer des crédits aux petits agriculteurs ou coopératives.

[Plus d'information ici →](#)

### Nouvelles données et TIC au service du développement agricole

Deux sessions parallèles ont mis en valeur l'importance de la disponibilité des données et des TIC pour le développement agricole. La première, intitulée « Révolutionner l'usage des données pour nourrir la planète » était organisée par la Banque Mondiale et le Centre Technique pour l'Agriculture et la Coopération Rurale (CTA). Le développement agricole s'appuie nécessairement sur des données puisque « ce qui ne peut être mesuré ne peut être géré ». Une amélioration de ces données pourrait accroître la productivité, encourager les échanges et améliorer l'accès aux marchés des agriculteurs. Une révolution mondiale est en cours, entre autres parce que les données peuvent désormais être partagées et lues par des machines. Mais l'Afrique accumule un retard considérable sur les autres régions du monde en termes de production de données utilisables et de capacités d'utilisation.

[Plus d'informations ici →](#)

La seconde session « Agriculture et Services Mobiles pour le Développement : comment améliorer la productivité agricole et les conditions de vie des agriculteurs à travers les TIC » était organisée par Orange pour présenter un service d'information aux agriculteurs déployé au Mali, impliquant également la société civile et le gouvernement. Des solutions mobiles peuvent contribuer à un usage plus efficace des ressources, au renforcement de la productivité agricole, à la modernisation des chaînes de valeur et la hausse des revenus des agriculteurs. A partir du cas de l'Afrique, les orateurs ont présenté des exemples concrets de services aux agriculteurs déployés à travers des partenariats multisectoriels.

[Plus d'informations ici →](#)



Croissance agricole, croissance de l'emploi : le secteur privé sous les projecteurs.  
Photo : Commission Européenne



Journées Européennes du Développement : Groupe de discussion.  
Photo : Commission Européenne



2015

Année européenne

**pour le développement**

[europa.eu/eyd2015/fr](http://europa.eu/eyd2015/fr)

# Nourrir la planète: énergie pour la vie



Pavillon UE à l'Expo Milano. Photo : Bibliothèque CE



Sylvia et Alex, personnages de « L'Oreille Dorée »

**Plus de 800 millions de personnes souffrent de la faim dans les économies les moins développées, tandis que les pays développés connaissent des taux élevés d'obésité et de maladies non contagieuses.**

**L'**Exposition Mondiale 2015 se déroule à Milan, Italie, du 01 Mai au 31 Octobre 2015 sur le thème « Nourrir la planète : énergie pour la vie ». Environ 150 pays y participent, dont 20 Etats membres de l'UE, et plus de 20 millions de visiteurs sont attendus. L'Expo déploie 1,1 million de m<sup>2</sup> d'exposition (plus de 150 terrains de football), 53 pavillons nationaux et 9 regroupements thématiques. Plus de 10 000 volontaires parlant 31 langues sont impliqués.

Comment pouvons-nous assurer à tous une alimentation sûre, nutritive et suffisante ? Tel est le thème de l'Expo 2015 et le défi colossal attendant l'UE et le monde. Plus de 800 millions de personnes souffrent de la faim dans les économies les moins développées, tandis que les pays développés connaissent des taux élevés d'obésité et de maladies non contagieuses. L'UE, reconnue pour ses normes strictes de sécurité alimentaire, son industrie agroalimentaire solide, ses programmes de recherche ambitieux et ses engagements en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale,

peut apporter une contribution cruciale en réponse à ces défis. L'UE compte saisir l'opportunité offerte par l'Expo pour orienter le débat international et la coopération vers les enjeux de sécurité alimentaire – et revitaliser les engagements politiques européens en ce sens.

L'UE dispose à l'Exposition d'un pavillon de 1500 m<sup>2</sup> sur trois niveaux. Une salle de projection à effets spéciaux présente aux spectateurs le film d'animation « The Golden Ear [L'Oreille Dorée] », dont le scénario met en scène deux personnages, Alex le fermier et Sylvia la scientifique, qui tombent amoureux dans des circonstances étonnantes. Le message porte sur l'impact des efforts humains, de la science et la recherche pour surmonter les défis alimentaires. Le pavillon propose également un centre de contenu interactif qui présente, de façon ludique et pédagogique, les politiques et actions européennes en rapport avec la thématique du pavillon : « Cultiver ensemble l'avenir de l'Europe pour un monde meilleur ».

Oltre l'exposition publique, l'Expo de Milan propose une série d'événements de haut niveau. Plus de 150 événements scientifiques, publics ou réunissant les parties prenantes sont organisés par la Commission Européenne, le Parlement Européen et les Etats Membres dans le pavillon européen, le site du Centre de Recherche Conjointe à Ispra (à 60 km) et l'Université de Milan. Citons entre autres :

21 Mai	Alimentation, Eau et Énergie, organisé par la Direction Générale italienne pour la Coopération et le Développement
11 Juin	Développement Durable : le concept de durabilité en relation avec l'agriculture et les systèmes alimentaires, organisé par la Direction Générale italienne pour la Coopération et le Développement
16 Juin 26 Juin	Forum Mondial sur les Remises Directes, organisé par l'IFAD. Solutions durables pour l'Énergie, le Climat et la Sécurité alimentaire
27 – 31 Octobre	La Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest





Région Thies et Faktik, Sénégal. Photo M. Nissen da Costa



Production d'ananas. Photo : Bibliothèque CE

## Forum foncier mondial

**International Land Coalition,  
Dakar, 12-16 Mai 2015.**

Le Forum Foncier Mondial de 2015 sur le thème « Une gouvernance foncière inclusive et juste pour un développement durable : le temps de l'action » a réuni plus de 500 organisations de terrain, activistes, ONG locales et internationales, chercheurs, organisations multilatérales et agences gouvernementales du monde entier. Des conférences plénières de haut niveau sous différentes perspectives ont permis de lancer un large éventail de sessions variées. L'accent a été mis sur le partage des meilleures pratiques de gouvernance foncière centrées sur les communautés, et sur la recherche de pistes d'engagement et de collaboration. Les participants ont profité de nombreuses opportunités de tirer les enseignements des succès et défis de la gouvernance foncière en Afrique – et d'y contribuer – facilitant le dialogue politique de haut niveau sur la réforme foncière au Sénégal.

**Plus d'informations sur [ROSA](#) →**

## Vers un programme de recherche pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale

**Comité Directeur Scientifique de  
l'UE pour l'Expo Milano  
08 Mai 2015**

Cette conférence de haut niveau a vu le lancement officiel d'une série de débats par le Comité Scientifique de l'UE pour l'Expo, en vue des six mois de l'Exposition. Elle a initié le processus de développement d'un ensemble de recommandations sur les futures priorités de recherche, développement et innovation dans les secteurs alimentaire et agricole. Cette conférence a réuni des acteurs internationaux de la sphère politique, la communauté scientifique et la société civile dans un débat dynamique et direct sur les enjeux de la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale.

**Plus d'informations sur [ROSA](#) →**



## Améliorer les systèmes alimentaires pour des vies meilleures

**CE, BMZ et IFPRI**

**Bruxelles, 02 Juin 2015**

Cette conférence internationale, organisée par l'UE, le Ministère Fédéral de la Coopération Économique et du Développement allemand (BMZ) et l'IFPRI (International Food Policy Research Institute) a réuni parties prenantes et experts autour des dernières idées sur les moyens d'améliorer durablement l'existence et les conditions de vie grâce aux systèmes alimentaires. Environ 80 participants de la société civile, du secteur privé, d'instances gouvernementales, de la communauté des bailleurs et de la sphère universitaire ont participé à l'événement et aux débats autour de trois thématiques principales : la nutrition, la résilience et l'égalité des sexes. Chacune de ces discussions thématiques était centrée en filigrane sur les moyens de transcrire la recherche en pratique. Cette question s'est vue placée sous les feux des projecteurs lors de la table ronde finale intitulée « De la recherche à l'action ». Appuyée sur une expertise variée, elle a fait naître des échanges dynamiques de points de vue, recommandations et priorités afin d'améliorer les systèmes alimentaires dans le but d'éradiquer la faim et la sous-nutrition au cours de la décennie à venir. Des représentants de la CE, du BMZ et de l'IFPRI ont ouvert l'événement par des messages clairs et convergents sur l'urgence de réunir les différents acteurs, secteurs et parties prenantes afin de développer et mettre en œuvre des solutions innovantes améliorant les systèmes alimentaires et renforçant la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale. Le développement d'une recherche de qualité est apparu indispensable pour vaincre la faim et la sous-nutrition d'ici 2025 et atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) d'ici 2030. Tout aussi importants sont les efforts stratégiques visant à resserrer les liens entre les données issues de la recherche, les politiques et programmes et leur impact sur le terrain.

### Événements à venir

**30-31 Juillet 2015**

La 2<sup>de</sup> Conférence « Africa Ecosystem Based Adaptation for Food Security », 2015 →

**25-27 Septembre 2015**

Sommet des Nations Unies pour l'Adoption du Programme de développement pour l'après-2015 →

**12-15 Octobre 2015**

Comité sur la Sécurité Alimentaire, 42<sup>e</sup> Session: « Ce qui fait la différence pour la sécurité alimentaire et la nutrition » →



## Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté

Publiées par le FAO en 2015, ces directives PA constituent le premier instrument internationalement reconnu entièrement dédié au secteur de la pêche artisanale. Elles sont le résultat d'un processus ascendant de développement participatif, mené de 2010 à 2013 et impliquant plus de 4 000 représentants de diverses parties prenantes issues de plus de 120 pays : gouvernements, pêcheurs artisanaux, ouvriers des pêcheries et leurs organisations, chercheurs et partenaires de développement. Les Directives PA guideront le dialogue, les processus politiques et les actions à tous les niveaux et aideront le secteur à participer à part entière à la sécurité alimentaire et l'éradication de la pauvreté. Les Directives soutiennent l'activité de pêcheries responsables et un développement économique et social durable au bénéfice des générations actuelles et futures, et plus particulièrement des pêcheurs artisanaux, ouvriers des pêcheries et activités connexes. Dans une approche fondée sur les droits de l'Homme, les populations marginalisées et vulnérables sont également prises en considération. Ces directives sont également disponibles en Français, Espagnol, Arabe, Russe et Chinois.

Plus d'informations sur [ROSA](#) →



## L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, 2015 – FAO

Ce rapport enregistre les progrès réalisés dans la voie de l'Objectif de Développement du Millénaire N°1 (ODM 1), internationalement reconnu, et les objectifs du Sommet Alimentaire Mondial. Il engage une réflexion sur les actions à suivre durant la transition vers le nouveau Programme de développement durable pour l'après-2015. Le rapport passe en revue les avancées réalisées depuis 1990 par pays et par région ainsi qu'au niveau mondial. Malgré les progrès d'ensemble, un travail important reste à accomplir pour éradiquer la faim et garantir la sécurité alimentaire à travers toutes ses dimensions. Les facteurs déterminants des succès à l'heure actuelle sont identifiés : croissance économique, hausse de la productivité agricole, marchés (y compris commerce international) et protection sociale. Les crises prolongées, liées à des conflits ou catastrophes naturelles, ont des effets délétères sur les avancées de la lutte contre la faim.

Plus d'informations sur [ROSA](#) →

→ Découvrez le réseau ROSA

Ci-dessus : pirogues, plage Nouakchott, Mauritanie.

Photo : Bibliothèque CE

A gauche : Mauritanie. Photo : F. Lefebvre.





## Systèmes alimentaires traditionnels, agro-écologie et directives volontaires sur la tenure foncière : rencontre entre les peuples indigènes et le FAO [*Indigenous food systems, agroecology and the Voluntary Guidelines on Tenure: a meeting between indigenous peoples and FAO*]

En Février 2015, le FAO a organisé une réunion technique entre son personnel et les représentants de peuples indigènes. Les participants ont décidé de l'adoption d'un plan de travail conjoint appuyé sur des suggestions d'axes de collaboration entre le FAO et les peuples indigènes à court, moyen et long terme. Le rapport présente ce plan de travail en identifiant les étapes concrètes à suivre, en relation avec les Directives Volontaires pour une Gouvernance Responsable de la Tenure Foncière, des Pêcheries et de la Sylviculture dans le Contexte de la Sécurité Alimentaire Nationale, ainsi que les Directives PA, systèmes alimentaires traditionnels et pêcheries.

Plus d'informations sur [ROSA](#) →

A gauche : Hinewirangi Kohu Morgan accueille les participants à la rencontre par le salut traditionnel des Maori de Nouvelle-Zélande. Photo : FAO  
Ci-dessous : garçon d'une communauté rurale du Pakistan. Photo: O. Lehner.

## Les effets de la concurrence politique sur le foncier rural : l'exemple du Pakistan [*The effects of political competition on rural land: evidence from Pakistan*]

Parue en Mai 2015, cette publication de l'IFPRI analyse les variations exogènes de popularité des partis politiques du Pakistan durant les élections de 2008, montrant que les circonscriptions provinciales connaissant une plus grande concurrence politique affichent, quatre ans plus tard, des valeurs foncières significativement supérieures et un marché de location foncière plus actif. Explorant des mécanismes de causalité potentiels, le rapport suggère que la concurrence politique aboutisse à une gouvernance et des institutions plus stables et plus favorable aux affaires, des infrastructures de meilleure qualité et davantage de services publics.

Plus d'informations sur [ROSA](#) →







Enfant mangeant une pomme de terre, Equateur. Photo : Bibliothèque CE

Que font les Etats d'Amérique latine pour s'attaquer efficacement au double fardeau de la malnutrition ? [*What are Latin American countries doing to tackle the double burden of malnutrition effectively?*] – Forum Global sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (Forum FSN), FAO

Le Forum FSN héberge un débat en ligne sur ce sujet du 11 Juin au 02 Juillet. Le double fardeau de la malnutrition désigne la coexistence dans ces sociétés de la sous-nutrition et de l'obésité ou surpoids.

[Plus d'informations ici →](#)



Un berger avec ses chèvres dans la région de Kassala, Soudan. Photo: N Lazarewicz

Droits fonciers des populations pastorales, débats à l'occasion du Forum Foncier Mondial à Dakar, Sénégal

Disponible sur le site web de l'ILRI (*International Livestock Research Institute*), ce blog en ligne depuis le 28 Mai 2015 regroupe les sessions et discussions du Forum sur le thème des droits fonciers des populations pastorales. Il affirme que les questions pastorales ne sont pas encore prises au sérieux et appelle à poursuivre les efforts pour faire percer ces enjeux auprès des sphères dirigeantes des gouvernements, bailleurs et autres acteurs. L'intérêt du pastoralisme en tant qu'usage productif des terres n'est pas encore apprécié à sa juste valeur, et l'attention vouée à sa protection, y compris par un système sûr de tenure foncière, fait cruellement défaut.

[Plus d'informations ici →](#)

## Endnotes

- 1 The Guardian (Juin 2015) 10 ways the EU can play a leading role in development.
- 2 ibid
- 3 Paul Engel (Mai 2015) Policy coherence for sustainable development. Présentation.



© Union Européenne 2015

Publié par le Directorate Général de la Coopération  
Internationale et Développement, Juillet 2015

Le contenu de cette publication ne représente pas nécessairement  
la position officielle ou l'opinion de la Commission Européenne. Ni la  
Commission Européenne, ni aucune personne intervenant au nom de  
la Commission ne peut être tenue responsable de l'usage qui pourra  
être fait des informations contenues dans cette publication.

Directorat Général de la Coopération Internationale et  
Développement, 41 Rue de la Loi, B-1049 Bruxelles

Réseau ROSA  
<http://capacity4dev.ec.europa.eu/hunger-foodsecurity-nutrition/dashboard>

Pour plus d'informations sur ROSA news, merci d'envoyer votre  
demande par mail à: [EuropeAid-FANSSA@ec.europa.eu](mailto:EuropeAid-FANSSA@ec.europa.eu)